

Accords de libre échange : la grande polémique

Thème particulièrement intéressant pour éclairer notre façon d'aborder la régulation du commerce au niveau mondial

Vidéo complète de cette conférence : <http://www.touteconomie.org/index.php?arc=bv1&manif=338>

Participants :

- [Michel Fouquin](#)
Conseiller au CEPII
- [Sébastien Jean](#)
Directeur du CEPII
- [Pierre-Marc Johnson](#)
Ancien Premier ministre du Québec, Avocat Grand témoin des Jéco 2014. A participé aux accords Canada-UE
- [Aurélie Trouvé](#)
Maître de conférences en économie, responsable du Conseil scientifique d'Attac

La différence de parcours de ces différents intervenants a fait que des visions contradictoires ont pu être présentées sur le thème, enrichissant ainsi l'analyse que l'on peut faire de l'évolution des relations commerciales mondiales.

Le modérateur Cyrille Lachèvre (L'Opinion) pose pour commencer un constat : Le commerce mondial, qui a été le poumon de l'économie, s'est essoufflé. On assiste au ralentissement économique des pays industrialisés et émergents. Le commerce international est alors source de préoccupation, et depuis peu, on constate une montée des barrières protectionnistes. Il y a deux ans on aurait encore titré « comment relancer Doha ? » car on croyait encore au commerce multilatéral. Ici on titre sur un accord bilatéral. Est-ce bien / à craindre ?

1^{er} thème abordé : Pourquoi la multiplication des traités bilatéraux aujourd'hui ?

Tous les intervenants pointent du doigt les limites et échec de l'OMC (et avant, du GATT)

Sébastien Jean : On a en effet basculé d'un type de négociation multilatéral à une succession de négociations bilatérales, régionales ou au sein d'un club car l'OMC a échoué. Plusieurs éclairages sur cela :

1 - Les règles actuellement appliquées datent de 1992. Or, les modes de commerce ont entre-temps évolué. Ex. : des chaînes de valeur internationales. En moyenne dans le monde 1/4 à 1/3 de la VA est importé (seulement 1/6 il y a vingt ans).

2 - De plus, les entreprises sont les premières demandeuses de ces accords.

3 - Enfin, il existe un effet boule de neige, chaque pays voulant essayer de négocier quand les autres négocient.

Pour Aurélie Trouvé : Il y a eu de plus en plus de critiques des sociétés civiles contre le fait que les accords aboutissent à toujours plus de libéralisation (cf. cas de l'Inde), d'où la remise en cause de l'OMC. Cette multiplication des accords bilatéraux est souvent plus défavorable à la société civile et aux pays en développement. Cependant faut-il le regretter ? Non, car les accords multilatéraux étaient conçus dans une logique d'intérêt de pays riches. Une évolution est nécessaire vers un commerce de coopération et de protection des consommateurs et citoyens.

A propos de l'Inde **Sébastien Jean** souligne que, d'après lui, il y a là une illustration parfaite de l'échec de l'OMC sur la période récente (mais son analyse ne rejoint pas celle d'Aurélie Trouvé). La politique agricole indienne, qui mobilise beaucoup de moyens, est assez irrationnelle. De fait, les paysans payant très peu l'eau, les engrais, ..., il y a donc surutilisation des moyens et en même temps un programme de stockage (pour prévenir les pénuries et famines) à des prix subventionnés. Il devrait y avoir un rôle potentiel de l'OMC : rationaliser et faire prendre en compte le fait que cela peut avoir des effets néfastes sur les voisins. Or, l'Inde ne veut pas le faire, et dans le même temps les stocks pourrissent. Le Pakistan qui pâti de cette politique s'oppose donc à l'Inde... et l'OMC n'a pas réussi à faire sortir les pays de ce cercle néfaste.

Pour Michel Fouquin : Le problème est celui du lien entre commerce international et croissance. L'Asie de l'Est (Japon, Corée, Taïwan, Malaisie, Chine, Vietnam...) a effectivement réussi son insertion et son développement dans l'économie globale grâce au système multilatéral ouvert. De même le GATT a permis le développement européen des trente glorieuses. Mais ce système instaurait une égalité de traitement pays riches/pauvres. C'est là-dessus que repose la contestation aujourd'hui : peut-on appliquer les mêmes règles à des pays au niveau de développement différents ? D'ailleurs la contestation est également forte au sein des pays développés, de la société civile.

2ème thème : peut-on concilier libre échange et coopération

Pierre-Marc Johnson : Le libre-échange (LE) basé sur la coopération c'est quoi ?

Après la seconde guerre mondiale, les pays riches capitalistes voyaient dans l'OMC la possibilité d'atteindre plus de richesses avec des règles de concurrence assurées (cadre d'une démocratie). Le régime de loi de marché a prévalu notamment en raison de l'échec du système soviétique. La notion de coopération refait cependant surface. Ne s'oppose pas forcément à la concurrence mais à un strict rapport de force entre territoire. La coopération se met en place par les Etats, ce qui se vit à l'occasion des enjeux environnementaux, des enjeux de développement de l'Afrique.

Aurélie Trouvé : Le LE n'est pas compatible avec une coopération depuis les années 80 car c'est le tout-libéralisation qui prédomine avec comme objectif de baisser au maximum les coûts de production.

Michel Fouquin : On dit effectivement que certains pays d'Asie jouent un rôle de passager clandestin, non coopératif et très nationaliste (profitent des exportations sans se préoccuper des conséquences sur les partenaires). Est-ce acceptable de la part des pays les moins développés ? C'est en effet dans ces pays un choc pour la société de se confronter à une économie mondiale qu'ils ne connaissent pas. Certains pays sont trop fragiles pour protéger leurs populations et tirer profit d'un système ouvert. D'où ce nationalisme (Chine/ Thaïlande).

3ème thème : L'accord transatlantique : (débat essentiellement entre deux positions)

Présentation par Aurélie Trouvé :

été 2013 : lancement des négociations. Mandat donné à la commission européenne par l'ensemble des membres.

Participation : UE/EU soit le tiers des échanges commerciaux.

Objectif : Aller au-delà de l'OMC dans la libéralisation.

Thèmes abordés : De grandes difficultés à savoir exactement ce qui se discutait, sans doute par crainte des protestations citoyennes (Cyrille Lachèvre un peu plus tard soulignera aussi les questions que pose ce manque de transparence). Seules les ONG présentes ont pu communiquer les sujets abordés :

- Les droits de douane : agricultures essentiellement. L'opposition est forte avec les EU... car nos droits de douane sont bien plus élevés.
- Les mesures non tarifaires : la différence de normes est très importante entre les deux zones. Ex des OGM, activateurs de croissance, la volaille chlorée (par ex selon elle la commission a autorisé la consommation de viande de bœuf lavé à l'acide lactique dans la perspective de ces accords de LE)...

D'après A.Trouvé il y a risque de baisse des normes sanitaires et environnementales. Les multinationales européennes font un lobbying très important dans ce sens. En face les paysans sont assez unis et il existe

des économistes, des citoyens qui se mobilisent pour contrer les arguments européens en faveur de cet accord de LE.

Sébastien Jean pense quant à lui que l'on a exagéré les enjeux de cet accord et que le débat a été caricatural en France. S'il est présenté à tort d'un côté comme source potentiel de croissance il ne peut pas non plus être taxé de mettre à bas toutes nos normes sanitaires.

Selon lui, il prévaut une certaine paranoïa. La commission assure qu'elle ne reverra pas ses normes sanitaires. De plus, il faudra une ratification de multiples institutions y compris chaque Etat et l'UE est la première puissance commerciale internationale, qui a la capacité de tenir une négociation avec les EU.

Cela masque en fait le vrai débat : Veut-on s'engager avec les EU dans une « cohérence » réglementaire ? Les enjeux : faire en sorte que toutes les procédures, normes, soient non pas nécessairement les mêmes (ex de l'automobile) mais que quand on fixe des normes on tienne compte des conséquences sur le partenaire commercial. En la matière, l'Europe a un temps d'avance sur les EU car depuis 35 ans on est dans la construction de l'union économique et l'harmonisation des réglementations pour qu'elles ne viennent pas en contradiction les unes avec les autres.

Auréli Trouvé : Attention : l'Europe s'est protégée dans un premier temps pour se développer ! On peut, par la régulation des marchés, avoir une politique de coopération. Ex. : dans des accords entre pays européens et pays d'Afrique qui existaient, il y avait une asymétrie commerciale pour leur permettre de se développer. L'OMC ne permet plus cette asymétrie (clause de la nation la plus favorisée). La coopération ne peut plus exister.

Sébastien Jean : Attention, on est sorti de ces politiques parce que cela déstabilisait les marchés mondiaux. C'était coûteux et inefficace au plan européen et injuste pour les autres pays en développement.

Une question assez technique est ensuite posée dans la salle relative au cadre légal et à la possibilité de recours possible contre les Etats, de la part des entreprises et citoyens (min 57 et suivantes). Réponse de PMJohnson, intéressante mais moins dans le débat.

4ème thème : les accords dans la zone pacifique

Michel Fouquin : Le Sommet Shanghai s'est terminé il y a quelques jours (A.P.E.C : forum pour l'Asie pacifique). Chefs d'Etat (21 des deux côtés du pacifique) qui se réunissent depuis 1989 avec l'idée des EU au départ d'éviter la naissance d'une union exclusivement asiatique à l'image de l'union européenne. Un accord de LE n'a cependant pas abouti car les pays d'Asie ont essayé d'éviter tout engagement contraignant envers les EU. C'est donc devenu un lieu de diplomatie. Entre temps cependant, d'autres accords ont émergé tel l'ASEAN : Multiplicité d'accords bilatéraux très compliqués à mettre en œuvre. L'ASEAN a donc essayé d'élargir les négociations avec Chine, Japon, Inde. Se conçoit donc aujourd'hui comme un centre de l'Asie pour déboucher sur un accord de LE intra-asiatique.

Pour finir : un acteur s'impose à ce titre partout, la Chine. Veut négocier avec tout le monde et de tout. Elle a les moyens de faire pression sur ses partenaires. Veut connecter la Chine avec l'Europe et le reste du monde par la terre et la mer.

Sébastien Jean : Ces négociations sont effectivement très différentes. Elles sont essentiellement géopolitiques. L'enjeu est la concurrence entre EU et Chine pour être architecte du commerce dans la zone. Les EU s'y sont engagés lorsque ils ont compris que OMC mort. Question des disciplines qu'ils vont s'imposer. Exemple des entreprises d'Etat en Chine : l'objectif est de limiter les aides qui leurs sont allouées (Eolien par ex), d'ouvrir les marchés publics, de poser des règles de propriété intellectuelle sur les médicaments...En multipliant les accords avec d'autres pays, la Chine fait ainsi pression sur les EU en montrant qu'elle peut s'allier à d'autres si les EU sont trop exigeants.

5ème thème Quels sont les avantages de ces accords ? Ces accords peuvent-ils apporter plus de croissance ?

Les intervenants n'ont guère eu le temps de débattre longuement sur la question et il n'y a pas vraiment de réponse. **Sébastien Jean** souligne surtout que nous sommes dans une nouvelle période où l'enjeu de fond

est d'une nature nouvelle, qui n'est pas celle des droits de douane de la théorie traditionnelle et donc du multilatéralisme. Pour **Aurélie Trouvé** : Quand on met en concurrence l'agriculture des EU et celle des EU on ne met pas en concurrence des exploitations équivalentes. Ce sont des systèmes avec des avantages comparatifs différents (terre / main d'œuvre). Or on les met à égalité dans les accords de LE.

Adam Smith parle aussi du rapport de force entre les représentants des salariés/travailleurs on peut ajouter aujourd'hui des environnementaux et ceux du patronat on peut rajouter aujourd'hui des détenteurs de capitaux. Aujourd'hui, le recours investisseur-Etat peut permettre aux investisseurs de s'attaquer à des règles de protection.... **PMJohnson** ajoute une anecdote pour rassurer sur le devenir de l'agriculture : les zones ne sont pas encore prêtes à renoncer à leurs protections réciproques...

6ème thème : ALENA, une catastrophe ?

PMJohnson : Le problème est le maïs. C'est la nourriture de base du Mexique. Les EU, au nom de l'efficacité environnementale a décidé de faire du « bio fuel » et le maïs a donc quitté le Mexique pour faire de l'essence. Effet pervers. Des ajustements se feront donc.

7 ème thème : les services financiers

Aurélie Trouvé : Ils font effectivement partie des accords. Or on observe une re-régulation des services financiers aux EU. Certaines grandes multinationales cherchent à les contourner.

PMJohnson : le Canada a un très bon système de régulation (règles prudentielles) du système financier et entend bien le préserver, il est bien défendu.

Sébastien Jean : la régulation financière actuelle est effectivement plus rigoureuse que celle de l'Europe d'où la pression de l'Europe pour faire plier les américains. Pour le moment sans succès. Les européens ne font donc pas tout bien et les américains tout mal ! Le principe de précaution est appliqué de façon assez équivalente en Europe et aux EU, parfois plus aux EU (tabac, le diesel, la sécurité nucléaire par ex). En respectant ces règles les américains peuvent nous aider à être plus efficaces dans ces secteurs.

Aurélie Trouvé : Le problème de l'accord transatlantique n'est pas entre tel ou tel pays, mais est surtout le rapport de force entre les multinationales et les intérêts des citoyens (mal représentés dans les négociations).

En conclusion, la dernière intervention de PMJohnson :

Tous ces débats ramènent à la vision que l'on a de stimuler la prospérité. Et le partage de la richesse qui peut découler de la prospérité, c'est une affaire des Etats. Ouvrir les frontières pour exporter ou importer cela ne règle pas le problème du partage de la richesse mais cela n'enlève pas la capacité des Etats de partager la richesse qui avec la prospérité issue de ses accords.